



INFRA
SERVICES

INGÉNIERIE MAÎTRISE D'ŒUVRE INFRASTRUCTURE AMÉNAGEMENT URBAIN

19-2010-00038

Siège social
55 B rue Gaston Boulet
Bapeaume-lès-Rouen
76380 Canteleu

Tél. : 02 32 82 36 81

Fax : 02 35 76 96 50

R.C.S ROUEN B 439 034 851
APE : 7112B - S.A.S. au capital de 318 300 euros
TVA intrac : FR 56 439 034 851

www.infraservices.fr
contact@infraservices.fr

DDTE
Service Police de l'eau
44 rue de Tournai
BP 289
59019 LILLE Cedex

COURRIER ARRIVÉ

LE 18 MARS 2010

DDTM DU NORD

Affaire suivie par : M.LYSEK

Réf : NPC AND 3 192 09

OBJET :
SAINT ANDRE LEZ LILLE – Halte St Jean

PJ : Dossier Loi sur l'Eau

PL

Lens,
Le 16 mars 2010

Madame, Monsieur,

Lyon Rhône-Alpes
10, place Charles Béraudier
69428 LYON Cedex 3
Tél. : 04 26 68 70 13
Fax : 04 26 68 70 14

Région Nord
22, rue Romuald Pruvost
62300 LENS
Tél. : 03 21 28 06 85
Fax : 03 21 28 10 28
Siret : 439 034 851 000 48

Paris Ile de France
Tour Maine Montparnasse
33 Avenue du Maine - BP 177
75755 PARIS CEDEX 15
Tél./Fax : 01 40 60 74 58
Annexe
3, rue Docteur Roux
51310 ESTERNAY
Tél. : 03 26 42 41 68
Fax : 03 26 42 48 08

Alsace Franche Comté
9, rue de la Chenevière
25230 SELONCOURT
Tél./Fax : 03 81 37 18 01

Basse Normandie
149, rue de la Délivrande
Péricentre 4 - Bâtiment B
14000 CAEN
Tél. : 02 31 53 13 93
Fax : 02 31 53 76 80

Bretagne
11, rue de la Frébarrière
Centre d'Affaires - Bureau 205
ZI Sud Est Rennes
35577 CESSON SEVIGNE CEDEX
Tél. : 02 99 41 94 07
Fax : 02 99 41 94 48

Pays de Loire
Résidence Béranger Palais
15 Boulevard Béranger
07000 TROYES

Dans le cadre du projet d'aménagement de 3 collectifs pour le lotissement privé « Halte Saint Jean » sur la commune de Saint André lez Lille, veuillez trouver ci-joint 3 exemplaires du dossier de déclaration au titre de la Loi sur l'Eau ainsi que 3 exemplaires du plan voirie assainissement au 1/200^{ème} pour instruction du dossier.

Le démarrage de ce chantier est prévu pour information, début juin 2010.

Je reste naturellement à votre entière disposition pour tous renseignements complémentaires. A cet effet, voici mes coordonnées : Mme LYSEK – Tél. : 03.21.28.06.85 – Portable : 06.81.76.16.50 – e-mail : mlysek@infraservices.fr.

Vous en souhaitant bonne réception, veuillez agréer, madame, Monsieur, mes sincères salutations.

Marion LYSEK
Chargée d'opération

SPE/REÇU le

22 MARS 2010

N° 136

INFRA SERVICES REGION NORD
22, rue Romuald Pruvost
62300 LENS
Tél. : 03 21 28 06 85
Fax : 03 21 28 10 28



PREFECTURE DU NORD

**RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION
CONCERNANT
CREATION D'UN LOTISSEMENT A SAINT ANDRE LEZ LILLE**

COMMUNE DE SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE

DOSSIER N° 59-2010-00038

LE PRÉFET DE RÉGION NORD-PAS-DE-CALAIS
LE PRÉFET DU NORD
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

***ATTENTION : CE RECEPISSE ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS
N'AUTORISE PAS LE DEMARRAGE IMMEDIAT DES TRAVAUX.***

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code civil et notamment son article 640 ;

VU le décret n°94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du code des communes ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU le dossier de dossier de déclaration déposé le 18 mars 2010 au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet, présenté par BOUYGUES IMMOBILIER, enregistré sous le n° 59-2010-00038 et relatif à : CREATION D'UN LOTISSEMENT A SAINT ANDRE LEZ LILLE ;

donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

**BOUYGUES IMMOBILIER
20 allée du Château Blanc - 59477 WASQUEHAL cedex**

concernant :

CREATION D'UN LOTISSEMENT A SAINT ANDRE LEZ LILLE

dont la réalisation est prévue dans la commune de SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE.

.../...

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	Déclaration	
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D)	Déclaration	Arrêté du 27 août 1999

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé.

Le déclarant ne peut pas débuter les travaux avant le 18 mai 2010, correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être faite une éventuelle opposition motivée à la déclaration par l'administration, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai, il s'exposerait à **une amende** pour une contravention de 5ème classe d'un montant **maximum de 1 500 euros** pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, le montant est multiplié par 5.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être faite opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance de ce délai de 2 mois, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

A cette échéance, copie de la déclaration et de ce récépissé seront alors adressées à la mairie de SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE où cette opération doit être réalisée, pour affichage d'une durée minimale d'un mois pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du NORD durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de la date de son affichage à la mairie de la commune de SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE par les tiers dans un délai de quatre ans dans les conditions définies à l'article L. 514-6 du code de l'environnement.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

.../...

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration à tout moment, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A LILLE, le **23 MARS 2010**

Pour le Préfet et par délégation,

Direction Départementale
des Territoires et de la Mer du Nord
Directeur Adjoint

PIERRICK HUET

PJ : liste des arrêtés de prescriptions générales

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier, à défaut auprès de la direction de l'eau et de la biodiversité du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat.

ANNEXE

LISTE DES ARRETES DE PRESCRIPTION GENERALE

- Arrêté du 27 août 1999



PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION
DEPARTEMENTALE DES
TERRITOIRES ET DE LA
MER DU NORD

BOUYGUES IMMOBILIER

20 allée du Château Blanc

59477 WASQUEHAL cedex

Service Eau Environnement
Cellule Police de l'Eau
secteur Nord

44 rue de Tournai - BP 289
59019 LILLE cedex

Dossier suivi par :

Céline GUILLEMOT

Mèl : celine.guillemot@nord.gouv.fr

Tél. : 03.20.96.41.51
Fax : 03.20.96.41.39

Objet : dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement :

**Création d'un lotissement à Saint André lez Lille
Accord sur dossier de déclaration**

Refer : dossier 59-2010-00038 – DL/CG/LB N° *217* /PE Nord

LILLE, le **12 MAI 2010**

Monsieur,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement concernant l'opération « création d'un lotissement à Saint-André-Lez-Lille pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 23/03/2010, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Dès lors, **vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier.**

Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie de la commune de Saint-André-lez-Lille pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture du NORD durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible d'un recours contentieux devant le tribunal administratif par les tiers dans un délai de quatre ans dans les conditions définies à l'article R. 421-1 du code de justice administrative à compter de la date d'affichage en mairie.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de mes sentiments distingués.

Pour le Préfet et par délégation,

Direction Départementale
des Territoires et de la Mer du Nord
Directeur Adjoint

PIERRICK HUET



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION
DEPARTEMENTALE DES
TERRITOIRES ET DE LA
MER DU NORD

Service Eau Environnement
Cellule Police de l'Eau
secteur nord

44 rue de Tournai - BP 289

59019 LILLE cedex

Dossier suivi par :
Céline GUILLEMOT

Tél. : 03.20.96.41.51
Fax : 03.20.96.41.39

Mèl : celine.guillemot@nord.gouv.fr

Objet : dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de
l'environnement : **Création d'un lotissement à Saint André lez Lille**

Refer : dossier 59-2010-00038 – DL/CG/LB N° *118* /PE nord

LILLE, le

12 MAI 2010

Monsieur le Maire,

Je vous prie de trouver sous ce pli, conformément à l'article R. 214-37 du code de l'environnement, un exemplaire du dossier de déclaration déposé par BOUYGUES IMMOBILIER en date du 18/03/2010 concernant l'opération suivante :

CREATION D'UN LOTISSEMENT A SAINT ANDRE LEZ LILLE.

Vous trouverez également pour affichage en mairie durant une période de un (1) mois minimum copie de la décision de monsieur le Préfet concernant cette déclaration.

A l'issue de cet affichage, je vous saurais gré de bien vouloir me retourner un certificat d'affichage correspondant signé.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le Préfet et par délégation,

**Direction Départementale
des Territoires et de la Mer du Nord
Directeur Adjoint**

PIERRICK HUET

PJ : dossier
copies du courrier d'accord et du récépissé de
déclaration